

NOTE POLITIQUE - RESUMÉ

Une monnaie citoyenne pour soutenir l'économie bretonne sur la voie du développement durable

Si la récente période de confinement nous a largement conduit à interroger notre modèle de consommation et à réaliser la nécessité de favoriser des circuits d'échanges plus territorialisés, les répercussions économiques de cette crise risquent d'être profondes et durables. Dans cette perspective, des réponses politiques innovantes et volontaristes s'imposent. C'est ainsi que l'idée de s'appuyer sur des monnaies locales complémentaires (MLC) pour relancer l'économie a fait son retour dans le débat public.

Si, c'est au lendemain de la crise de 1929, qu'a vu le jour en Suisse le WIR, monnaie complémentaire la plus ancienne, au rôle déterminant dans la stabilité et la résilience de l'économie suisse depuis 90 ans., en France, c'est surtout après la crise financière de 2008 que des monnaies complémentaires ont pu essaimer un peu partout au plan local, en s'inscrivant dans le mouvement de l'économie sociale et solidaire (ESS). Toutefois, malgré un rôle positif dans la prise de conscience des enjeux relatifs à la transformation de nos modèles de développement territorial, dans les faits leur impact sur l'économie réelle restait jusqu'alors très limité et un changement significatif apparaît peu probable sans un profond changement de modèle, mais aussi d'échelle. D'ailleurs, la seule monnaie à connaître un succès notable pour l'instant en France, l'Eusko, doit en grande partie son succès à un attachement identitaire fort, qui explique logiquement que ses promoteurs n'envisagent son passage à l'échelle régionale, qu'en regardant de l'autre côté des Pyrénées.

En Bretagne, l'échelle évidente pour la diffusion d'une monnaie complémentaire susceptible de connaître le succès et d'avoir un rôle déterminant sur la relance de l'économie est celles des 5 départements bretons, à condition que son adoption par la société soit massive et qu'elle circule ensuite rapidement. Le passage à l'ère du numérique et du paiement sans contact, déjà engagé par certains acteurs, dont le Moneko en Loire-Atlantique, est inévitable. Mais pour favoriser son adoption et inciter à sa circulation, il faut envisager une bonification à la conversion, à nos yeux d'au moins 10% (convertir 100 euros permettrait ainsi de bénéficier de 110 « équivalents euros »), associée à un mécanisme de fonte rapide (un taux de fonte hebdomadaire de 1%, facile à mettre en place avec un modèle électronique, laisserait près de trois mois pour profiter d'une bonification initiale de 10%).

De plus, si la volonté habituelle des promoteurs des monnaies locales d'orienter la consommation vers des acteurs engagés dans des démarches éco-responsables apparaît louable dans une perspective de transformation écologique, dans les faits, c'est le volume des transactions effectuées qui favorisera la relocalisation du plus grand nombre d'activités économiques et l'importance du fonds de garantie constitué en euros à hauteur des fonds mis en circulation, qui permettra d'investir massivement dans la transformation écologique et notamment énergétique de notre territoire. Aussi, nous préconisons la possibilité d'usage le plus large possible, y compris dans la grande distribution.

Alors que la saison estivale bretonne est habituellement rythmée par les festivals, dont les retombées sont structurantes pour l'économie sur l'ensemble de notre territoire, l'objectif pourrait être, après cette année blanche, leur adoption de cette nouvelle monnaie citoyenne bretonne, associée aux dispositifs de paiement sans contact que nombre d'entre eux utilisent déjà, afin de faire de la saison estivale 2021 un temps fort de relance économique régionale, entraînant à cette occasion l'ouverture d'un compte dédié par chaque festivalier. Plus utopique peut être, pour accélérer encore son adoption, la création d'une pure banque de dépôt dédiée à cette monnaie pourrait permettre l'ouverture d'un compte par l'ensemble des habitants de la région, à l'image des comptes RUT ouverts par la Banco del Estado chilienne.

Enfin, si la situation impose d'agir dans l'urgence et si la saison estivale 2021 peut constituer un challenge opérationnel, une large concertation avec les citoyens, les associations et les entreprises, susceptibles d'en être partie prenante, reste un impératif. Cet enjeu nous incite également à tirer les conclusions des transferts de compétences qu'il faudrait exiger dans le cadre actuel ou encore mieux, de la création de l'Assemblée de Bretagne. Ainsi, cette nouvelle monnaie citoyenne bretonne serait un instrument démocratique et efficace, à la fois au service de la relance de notre économie, de sa résilience, mais aussi de notre engagement collectif sur la voie du développement durable.